

Sénégal et Mali: quelle stabilité ?

Comment ces deux pays parviennent aujourd'hui à consolider leurs institutions démocratiques dans un contexte agité ?

Mamadou Diouf

[Président du Conseil scientifique du RFIEA]

Professeur et directeur de l'Institut des études africaines de l'université de Columbia (New York), il a été auparavant directeur de la recherche, de l'information et du service de documentation du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA), enseignant à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar au Sénégal et professeur d'histoire et d'études afro-américaines à l'université de Michigan. Ses recherches portent sur l'histoire urbaine, politique, sociale et intellectuelle de l'Afrique coloniale et postcoloniale. Auteur de nombreux ouvrages, il a notamment publié *Tolerance, Democracy, and Sufis in Senegal* (Columbia University Press 2013).



Mamadou Diouf, DR

QUEL FUTUR POUR L'« EXEMPLE RÉUSSITE » SÉNÉGALAISE ?

La « réussite exemplaire » de l'État sénégalais a souvent été expliquée par les facteurs suivants : l'émergence d'une authentique culture politique nationale ; des passerelles entre les communautés locales, religieuses ou ethniques et l'État ; un parti dominant qui est une machine politique ; un État qui est un appareil politique fortement relié à la société. **L'exception sénégalaise serait à comparer à la nature problématique des relations entre l'État et les sociétés africaines.**

C'est une tension productive entre le projet de modernisation d'inspiration occidentale et le maintien de la tradition islamique qui est à la base de la production d'institutions démocratiques et d'un ordre politique fondé sur une culture de la délibération. Depuis la période coloniale, l'Islam semble avoir défini les contours, le langage et les pratiques politiques, configurant un « modèle islamo-wolof ». Tout en ancrant sociologiquement le pouvoir politique étatique et sa légitimité dans l'imaginaire populaire, il a aménagé des espaces d'autonomie aux communautés ethniques et religieuses, assurant ainsi la pluralité des expressions dans l'espace public. Ces dernières ont ainsi contribué à la démocratisation des institutions sociales et à l'institutionnalisation de l'État moderne, colonial et postcolonial sénégalais.

Le modèle islamo-wolof et le contrat social qui l'a alimenté ont fait l'objet de nombreuses contestations et rénovations : l'instauration d'un multipartisme limité à trois courants (1974) ; la démission de Léopold Sédar Senghor et l'accession à la magistrature suprême d'Abdou Diouf (1981) ; la défaite de ce dernier et de son parti, le Parti Socialiste et l'élection d'Abdoulaye Wade du Parti Démocratique Sénégalais, en 2000 ; la défaite de Wade et l'ascension au pouvoir de Macky Sall (Alliance pour la République) en 2012.

Le projet démocratique sénégalais est produit et entretenu par les interventions continues de multiples acteurs sollicitant des ressources culturelles, religieuses et politiques variées. Les Sénégalais ont progressivement appris à maîtriser le processus électoral, depuis les inscriptions sur les listes jusqu'aux campagnes

pour inciter les électeurs à voter et à contrôler la transparence des opérations électorales. **La meilleure illustration de l'accession à une certaine maturité politique est la réalisation de deux alternances démocratiques.** La poursuite de l'entreprise démocratique n'est pas en cause parce que la culture politique qui l'entretient demeure vigoureuse et se renouvelle face aux nouveaux défis.

.....

L'Afrique n'est plus seulement un récipiendaire d'aide au développement mais désormais, un partenaire de croissance.

Shinzo Abe

.....

lutte contre la corruption, de renouvellement de la classe politique et de transformation de l'environnement socio-économique.

Même s'il est toujours périlleux de se lancer dans la prédiction, il est possible d'identifier les tendances lourdes qui continuent de travailler profondément les sociétés ouest-africaines : la jeunesse de la population, l'emploi des jeunes, les inégalités sociales, les mobilisations religieuses et la corruption. **Autant de facteurs qui constituent un terreau fertile pour les diverses entreprises terroristes** ; ils entretiennent aussi une violence quotidienne quasi permanente dans les sphères domestique et publique.

Les crises algériennes des années 1990, l'intervention de l'OTAN et la chute du régime de Kadhafi (2010-2011) ont eu pour conséquences une présence permanente de groupes armés et une très active circulation d'armes de guerres dans la région saharo-sahélienne. Elles ont redessiné une géographie qui arrime solidement l'Afrique de l'Ouest, le Cameroun et le Tchad à l'Afrique du Nord. Une géographie qui reconditionne les lignes de fractures mais aussi de solidarités, alimentées par l'histoire, la religion, l'ethnicité, les modes de vie et les appartenances et revendications nationales. **Les principaux acteurs de la violence régionale sont indistinctement des islamistes radicaux, des nationalistes et des trafiquants de toutes sortes qui se combattent ou coopèrent**, rendant difficile la possibilité de résoudre les conflits en cours à cause de l'instabilité de leurs contours idéologiques, politiques et

ethniques. Ne respectant ni les frontières nationales, ni les frontières géographiques, ils inscrivent leurs interventions dans un cadre régional.

« Le terrorisme » est devenu le principal type de conflit en Afrique de l'Ouest. En atteste la recrudescence des attaques au Mali (novembre 2015), au Burkina Faso (janvier 2016), en Côte d'Ivoire (mars 2016), au Cameroun et au Niger où les attaques de Boko Haram et de ses alliés locaux sont fréquents, au Tchad, aux frontières entre le Burkina Faso et le Mali et entre ce dernier et la Mauritanie, et bien sûr au Nigeria.

Le terrorisme risque d'annihiler les gains obtenus depuis une décennie. Les États ouest-africains ne disposent ni des ressources humaines, policières, militaires, financières, ni de l'expertise technique, pour faire face à la menace. Les politiques nationales ne s'attaquent pas aux causes économiques et sociales qui nourrissent les frustrations qui alimentent le recours à la violence, le désengagement politique et les migrations intérieures et extérieures. Dans ces conditions, il est difficile d'affirmer avec certitude que l'Afrique de l'Ouest est en train de mobiliser les ressources pour surmonter le défi le plus important auquel elle fait face depuis les années 1960.

L'Afrique est aujourd'hui l'objet de toutes les convoitises. Le premier ministre japonais Shinzo Abe soulignait, suite à la bonne résistance des économies africaines au cours de la crise financière mondiale, que « l'Afrique n'est plus seulement un récipiendaire d'aide au développement mais désormais, un partenaire de croissance ».

Demeurent des contraintes structurelles et des défis : les disparités en matière d'éducation (surtout des filles), de santé, d'emplois (des jeunes, des femmes), d'accès aux services de base (eau potable, logements, électricité...), les inégalités liées aux générations et entre les urbains et les ruraux. L'Agenda 2063 de l'Union Africaine et le Programme urbain pour l'Afrique de la Commission des Nations Unies pour l'Afrique et les Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique aujourd'hui, s'évertuent à trouver, dans une vision prospective dynamique, des solutions susceptibles de porter la transformation structurelle en cours du continent africain et une démarche qui enracine la politique de développement dans les réalités africaines.

L'Afrique, c'est la promesse d'un monde meilleur, la réconciliation du monde avec la diversité humaine.

.....

Pour aller plus loin

Retrouvez l'article intégral de Mamadou Diouf, des contenus et références complémentaires sur fellows.rfea.fr

Ousmane Sidibé L'ENTRETIEN

[IEA de Nantes, 2011-2012]

Comment l'évolution du Sahel peut-elle être illustrée à partir de l'exemple du Mali qui cherche à consolider ses institutions démocratiques dans un contexte agité ?

La situation de l'Afrique aujourd'hui se caractérise par un certain paradoxe. Alors que la croissance économique y est relativement forte depuis plus d'une décennie et que dans l'ensemble le continent enregistre de réels progrès en matière de démocratisation, de nombreux pays connaissent une instabilité politique du fait notamment de la pauvreté persistante, des inégalités croissantes et de la mal gouvernance. Longtemps considéré comme une démocratie exemplaire, le Mali illustre bien la fragilité des États sahéliens, depuis l'occupation des deux tiers de son territoire en mars 2012 par des groupes armés islamistes, alliés à des mouvements rebelles à dominante Touaregs, ayant entraîné le renversement du Président Amadou Toumani Touré par un coup d'État militaire. Depuis la tenue d'élections nationales en 2013, suite à la libération des régions occupées par la force française Serval, le pays doit faire face à des défis importants pour sa stabilisation.

Sur le plan sécuritaire, malgré la présence de la force française Barkhane, des casques bleus de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation du Mali (MINUSMA), et des forces armées maliennes en reconstitution, les attaques terroristes sont persistantes dans les régions du Nord, du Centre, voire du Sud à la frontière ivoirienne.

Professeur de droit à l'Université de Bamako (Mali), il est Commissaire à la réforme institutionnelle du Mali. Formé au Mali et en France, il a été plusieurs fois ministre entre 1993 et 2000, aux portefeuilles de l'Emploi, de la Fonction publique et du Travail, et a également dirigé l'École nationale d'administration (ENA) du Mali. Il est l'auteur de plusieurs études, particulièrement sur le droit social. Il a contribué à l'ouvrage collectif *Le Mali entre doutes et espoirs* (Éditions Tombouctou, 2013). En août 2015, il est nommé président de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation au Mali, après avoir participé aux derniers pourparlers de paix entre le gouvernement et les groupes rebelles.

Sur le plan politique, depuis l'élection du Président Ibrahim Boubacar Keïta avec plus de 77 % des voix en 2013, les autorités cherchent les voies et moyens pour conduire les réformes nécessaires à la consolidation des institutions. Le Président Keïta a été élu avec un soutien populaire, bâti autour de l'image d'un « homme fort », pouvant ramener la paix dans le pays. Il a nommé depuis trois Premiers ministres qui sont issus de la société civile (Oumar Tatam Ly et Modibo Keïta) ou d'autres partis (Moussa Mara du parti Yéléma).

Dans le même temps, depuis leur implication active dans les dernières élections, les organisations islamiques sont devenues des acteurs politiques de premier plan. Or, les réformes indispensables pour surmonter la crise (la lutte contre la corruption, le renforcement de la place des femmes dans la vie publique, la réforme de la justice, la réforme de l'armée, etc.) nécessitent des décisions courageuses, qui appellent un leadership affirmé de la majorité présidentielle mais aussi une prise de distance d'avec les organisations religieuses, voire leur éloignement du champ politique.

Un leadership équivalent est attendu pour la mise en œuvre des importantes réformes institutionnelles prévues à l'accord de paix conclu avec les groupes armés en juin 2015 (création d'un sénat, meilleure représentation des communautés du Nord dans les instances nationales, etc.). Notons enfin que compte tenu du degré d'affaiblissement de l'État malien, et du rôle tenu de la communauté internationale dans la mise en œuvre de l'accord de paix, celle-ci est devenue de fait un acteur à part entière de toute réforme importante.

Comment lutter contre les effets de contagion au niveau régional ?

De plus en plus, le Sahel, zone mal contrôlée, développe une conflictualité endémique alimentée par le terrorisme, les rébellions armées et les trafics illicites de tous genres. Depuis les années 1990, avec les rébellions armées au Mali et au Niger, on assiste à un basculement d'une simple criminalité économique vers un activisme politique violent, les deux se nourrissant mutuellement. En effet, dépourvus de capacités militaires et institutionnelles solides, les pays du Sahel offrent un terrain fertile à l'infiltration



d'organisations transnationales criminelles qui s'emparent progressivement du pouvoir, comme l'illustre l'invasion du nord du Mali en 2012.

Il faut d'ailleurs reconnaître que par rapport à ces défis, l'approche sécuritaire ne saurait à elle seule être une solution miracle. Dans les régions périphériques du Sahara qui constituent l'épicentre des crises, il s'agira pour les gouvernements concernés d'imaginer des solutions adaptées pour leur apporter les services sociaux de base d'une manière qui respecte leurs spécificités culturelles, économiques et géographiques. Car il apparaît clairement que dans cette région sahélienne, la carte du radicalisme épouse celle de la pauvreté, de l'analphabétisme, et de l'absence de services sociaux de base. Que ce soit Boko Haram autour du lac Tchad, Almourabitoune dans le nord du Mali, ou encore le Front de Libération du Macina dans le Delta central du Niger au Mali, le radicalisme attire des personnes marginalisées dans les processus politiques, dans l'accès aux emplois et dans la répartition des richesses nationales.

Le lien entre démocratie, protection sociale et inégalités est donc très important pour la consolidation des États sahéliens ?

Lorsque les systèmes de sécurité sociale ont été mis en place en Afrique dans les années 1960, on pensait volontiers qu'une proportion significative de la population active, vivant d'activités de subsistance dans l'agriculture et le secteur informel, réussirait sa transition pour entrer dans le secteur moderne, comme cela a été observé dans d'autres régions du monde.

Or, après de timides avancées en matière de création d'emplois, essentiellement dans les entreprises publiques, le chômage et le sous-emploi n'ont cessé de croître depuis les années 1980 sous les effets conjugués de plusieurs facteurs (pression démographique, exode rural, licenciements économiques dans le cadre des Programmes d'ajustement structurel, etc.).

Ainsi, les statistiques indiquent que les populations africaines couvertes par les régimes légaux de sécurité sociale ne représentent aujourd'hui qu'entre 5 à 10 % de la population active. C'est dire qu'une grande majorité des personnes est laissée en dehors de toute protection sociale formelle, dans un environnement à risque, qui met en péril les moyens de subsistance des familles les plus vulnérables. Ce sont ces frustrations nées de l'accroissement de la pauvreté et des inégalités sociales qui constituent en Afrique, des facteurs nouveaux de désengagement de la vie publique, et de radicalisation des jeunes.

4 instituts d'études avancées en réseau
IMÉRA, IEA d'Aix-Marseille
Le Collegium, IEA de Lyon
IEA de Nantes
IEA de Paris

Direction éditoriale:
Olivier Bouin
François Nicoulaud



Fondation RFIEA
Contactez-nous!
Julien Ténédos
Marion Colas
marion.colas@rfiea.fr
01 49 54 22 63



rfiea.fr
190, avenue de France
75013 Paris

Pour aller plus loin

Retrouvez l'entretien intégral d'Ousmane Sidibé, des contenus et références complémentaires sur fellows.rfiea.fr



DISTINCTION

John Bowen, anthropologue américain à l'université de Saint-Louis et membre du Conseil scientifique du RFIEA, vient de se voir décerner une importante bourse de recherche de la prestigieuse Carnegie Corporation (New York) pour son projet sur *Islam Adapting in the West*. Cette fondation internationalement reconnue promeut la recherche et la diffusion des sciences humaines et sociales sur des grandes questions sociales contemporaines.

CONFÉRENCE

Eliezer Rabinovici, président du *Israel Committee for High Energy Physics* et membre du Conseil scientifique du RFIEA, présentera SESAME, le premier grand centre international de recherche au Moyen-Orient, regroupant scientifiques et neuf gouvernements de la région. SESAME est une organisation intergouvernementale autonome créée sous l'égide de l'UNESCO. L'un de ses principaux objectifs est de construire des ponts scientifiques et culturels entre différentes sociétés et œuvrer ainsi à une culture de la paix par la coopération internationale en science.

IEA de Paris, Hôtel de Lauzun, 17 Quai d'Anjou, 75004 Paris, le 28 juin 2016, 17h-19h.

NOUS AVONS BESOIN DE VOUS

Depuis février 2016, la fondation RFIEA vous fait parvenir la **lettre fellows pour décrypter l'actualité différemment**, grâce aux regards internationaux et pluridisciplinaires des **chercheurs résidents dans l'un des quatre IEA français**. La Syrie, l'Iran, le terrorisme, le changement climatique ou la crise des réfugiés ont été abordés, et vous avez pu découvrir des essais, des chercheurs, des journées d'études et des rencontres scientifiques: un concentré de l'esprit des IEA en un coup d'œil!

Nous vous serions reconnaissants de nous dire, pour ce 10^e numéro de fellows, ce que vous pensez de notre initiative.

Pour cela, rien de plus simple: rendez-vous sur <https://fr.surveymonkey.com/r/RFIEA> et envoyez-nous vos réponses en une minute!